



PREMIER MINISTRE

---

SERVICE DE PRESSE

**Discours du Premier ministre François FILLON**

**6<sup>ème</sup> Forum mondial de l'eau**  
**Parc Chanot - Palais des Congrès**  
**Marseille, lundi 12 mars 2012**

Mesdames, Messieurs,

Depuis maintenant une quinzaine d'années, les Forums Mondiaux de l'Eau ont fait progresser la compréhension des enjeux liés à ce thème essentiel, même si le témoignage tellement émouvant et en même temps tellement brillant, que nous venons à l'instant d'entendre, doit nous inciter à faire preuve de la plus grande humilité.

Mais les défis sont immenses, et les faits sont tenaces.

Le nombre des êtres humains qui n'ont pas accès à une eau salubre se chiffre en milliards.

Celui des morts que nous déplorons chaque année à cause des risques sanitaires que cela entraîne se compte en millions.

C'est une situation qui n'est pas acceptable.

Toute la communauté internationale doit se mobiliser pour y remédier.

C'est votre ambition, c'est l'ambition de ce 6<sup>e</sup> Forum que d'apporter des solutions concrètes. Et je voudrais d'abord vous dire combien je suis heureux qu'il ait lieu cette année à Marseille.

Parce que Marseille au cours de son histoire a véritablement été confrontée au problème de l'eau.

Parce que Marseille, sur le rivage de la Méditerranée, a vocation à promouvoir le dialogue entre pays du Nord et pays du Sud.

Et parce que c'est pour la France l'occasion de faire partager son approche de ces problèmes cruciaux.

Au cours de ces dernières années, de grands progrès ont été faits pour ce qui concerne l'accès à l'eau. Selon l'étude que viennent de rendre publique l'Organisation Mondiale de la Santé et l'Unicef, le taux d'accès à l'eau de la population dans le monde serait de 89% en 2010. Ces résultats doivent nous encourager à aller plus loin.

C'est maintenant l'assainissement qui est en revanche le défi le plus lourd que nous ayons à relever.

Parce que la même étude que je viens de citer indique que 2,5 milliards d'individus n'ont pas accès à une eau salubre.

Les choses ont évolué trop lentement, et il faut maintenant passer à la vitesse supérieure pour faire aboutir notre ambition commune.

A court terme notre premier défi est de réaliser les Objectifs du millénaire pour le développement : en réduisant de moitié, d'ici 2015, le nombre de personnes n'ayant pas accès à l'eau potable et à l'assainissement de base.

A plus long terme, nous devons réfléchir aux moyens de rendre cet accès universel, en 2030.

Et nous proposons que ce Forum permette d'initier un engagement, un engagement solennel de la communauté internationale autour de cette grande ambition.

Au cours des dix dernières années, la France a plus que doublé son aide au développement dans le domaine de l'eau, qui s'élève aujourd'hui à 600 millions d'euros par an.

Elle contribue à de grands projets : je pense aux infrastructures électriques comme le barrage de Nam Theun 2 au Laos ; à des programmes nationaux de développement de l'eau potable et de l'assainissement, comme au Sénégal ou en Tanzanie.

Elle contribue aussi à des actions, tout aussi essentielles, qui sont menées au plus près des communautés, en milieu urbain, comme à Phnom Penh ou à Soweto, ou en milieu rural, comme par exemple dans les villages du Tchad, du Niger ou de Mauritanie.

J'ajoute qu'en France les collectivités locales et les agences de l'eau ont désormais depuis 2006, le droit et les moyens de financer sur leur budget des actions de solidarité internationale. Je sais que beaucoup de pays sont favorables à cette idée et je veux saluer leur engagement et j'encourage le plus grand nombre à se joindre à ce mouvement.

Notre engagement ne faiblit pas et je voudrais en citer deux nouveaux exemples importants.

Le premier c'est le soutien que nous apporterons – pour 10 millions d'euros – au projet d'usine de dessalement de l'eau de mer à Gaza, une fois que les études auront confirmé sa faisabilité.

Je souhaite que ce Forum de Marseille permette de compléter le tour de table financier en faveur de ce chantier et je veux par avance remercier les Etats et les organisations qui vont y contribuer.

Ce projet d'usine de dessalement de l'eau de mer à Gaza c'est le premier projet à avoir été labellisé par l'Union pour la Méditerranée en 2011. C'est un projet qui illustre parfaitement la démarche consistant à créer des solidarités entre les pays riverains de la Méditerranée.

Comme le disait l'un des intervenants lors du Sommet de Paris du 13 juillet 2008, si l'Europe de la paix s'est construite autour du charbon et de l'acier, la Méditerranée de la paix se construira probablement autour du soleil et de l'eau.

La deuxième initiative concerne le financement de projets en Afrique.

La Banque africaine de développement a besoin de relancer, de reconstituer, de réformer son initiative pour l'approvisionnement en eau et de l'assainissement en milieu rural.

La France participera activement à ces réformes et s'engage dès aujourd'hui à apporter jusqu'à 40 millions d'euros. Elle appelle ses partenaires à l'accompagner dans cet effort.

Mesdames et Messieurs,

L'eau est un enjeu de développement.

Mais l'eau est aussi un enjeu écologique.

Et on ne peut pas dissocier ces deux enjeux.

On n'a pas le droit de dissocier ces deux enjeux. On ne peut pas poursuivre l'ambition de l'accès universel à une eau saine sans chercher en même temps à préserver notre environnement des dégradations qui le menacent.

Les pollutions et les effets du changement climatique – les sécheresses, les inondations plus nombreuses, plus imprévisibles – sont des paramètres déterminants dans la pression qui pèse sur la ressource en eau.

On sait que les problèmes auxquels nous faisons face concernent avant tout la qualité de l'eau, sa répartition géographique qui est très inégale et le gaspillage dont elle fait encore beaucoup trop l'objet.

De ce point de vue, le seul fait que dans certaines grandes métropoles jusqu'à 70% - je dis bien 70% - de l'eau distribuée soit perdue par les fuites dans les réseaux témoigne des immenses marges de progression que nous avons à exploiter.

Ce dont nous avons besoin, c'est par conséquent d'une véritable gestion durable de l'eau.

En France, nous avons décidé de mettre l'accent sur ce point essentiel lorsque nous avons lancé le Grenelle de l'environnement.

Et d'abord nous avons misé sur l'innovation et sur les technologies vertes. En 2010 nous avons ainsi labellisé deux nouveaux pôles compétitivité, c'est-à-dire des « clusters » qui réunissent des universités, des instituts de recherche, des entreprises innovantes – qui vont travailler spécifiquement sur cette question de l'eau.

C'est par exemple dans ce cadre qu'on est en train de mettre au point un nouveau procédé de filtration par membrane permettant de réutiliser les eaux usées passées par un système de lagunage. Une de ses applications est de réduire les besoins en prélèvement dans l'irrigation de culture.

Ensuite nous nous sommes engagés dans la lutte contre le gaspillage.

Nous avons lancé un plan d'amélioration de la performance des réseaux de distribution d'eau potable. Et chaque collectivité dont le réseau a un rendement inférieur à l'objectif fixé se doit désormais de définir des actions précises pour y remédier.

Enfin nous cherchons à améliorer constamment notre efficacité hydrique.

Et nous nous sommes fixés un objectif de réduction de 20% de l'eau prélevée d'ici 2020, en dehors du stockage d'hiver.

En la matière nous pouvons nous appuyer sur un bilan positif, puisqu'en dix ans, la France a diminué ses prélèvements en eau alors que dans le même temps sa population augmentait.

Je crois pouvoir dire qu'il existe en France un modèle original et efficace de gestion de l'eau. C'est un modèle qui remonte aux premiers textes de loi sur l'eau en 1964 et qui a été renouvelé à travers le Grenelle de l'environnement et nos ambitions de bon état écologique de l'eau pour 2015.

Un modèle basé sur une organisation à la fois en régie et par délégation de service public, un modèle qui favorise l'existence de nos champions industriels qui sont parmi les meilleurs au monde, un modèle qui implique aussi l'accent mis de longue date sur la thématique de l'agriculture raisonnée.

Bref, nous avons une expérience et nous avons une expertise que nous continuons à développer et que nous souhaitons faire plus largement partager.

Un enjeu aussi fondamental pour l'humanité que celui de l'eau ne peut évidemment pas se traiter uniquement à l'intérieur des frontières d'un seul pays. Nous devons promouvoir ensemble une véritable gouvernance mondiale de l'eau, qui doit s'inscrire dans une gouvernance mondiale de l'environnement, qui doit être toujours plus forte et plus cohérente.

Et de ce point de vue, il y a plusieurs directions dans lesquelles la France est déterminée à s'engager.

Je crois d'abord à une meilleure articulation des actions sur le climat et des actions sur l'eau. Je pense aux partages d'expertise scientifique, mais aussi à la question des aides internationales aujourd'hui en place dans le domaine climatique.

Les difficultés que les changements climatiques vont entraîner pour l'accessibilité et la gestion de l'eau nécessiteront des efforts coûteux d'adaptation dans les pays les plus vulnérables et nous devons tenir compte de l'importance de ces efforts dans la façon dont nous concevons ces dispositifs d'aide.

Nous devons progresser – et vous savez que c'est un sujet sur lequel la France se bat depuis cinq ans avec énergie, nous devons progresser - vers la création d'une Organisation mondiale de l'environnement qui traitera de toutes les grandes problématiques, de manière plus transversale, plus intégrée et plus efficiente. Il n'y a aucune raison qu'il y ait une Organisation mondiale du commerce et qu'il n'y ait pas d'Organisation mondiale de l'environnement.

En particulier nous devons faire progresser celles qui concernent l'eau et je suis persuadé que ce sera pour cela une avancée décisive.

Nous devons enfin faire aboutir nos démarches pour que la convention des Nations unies de 1997 sur les cours d'eau internationaux entre rapidement en vigueur.

Cette convention doit garantir un accès équitable à la ressource en eau dans les bassins transfrontaliers.

Pour consolider la gouvernance mondiale de l'eau, c'est un pas très important.

C'est la seule convention au niveau mondial concernant la gestion partagée des 276 cours d'eau internationaux qui traversent 145 pays – et dont les bassins versants représentent la moitié des terres émergées.

La France s'est beaucoup mobilisée pour inciter tous les Etats à y adhérer.

Et je veux saluer aujourd'hui les nouveaux pays qui s'engagent en ce moment même à le faire. Grâce à eux nous devrions atteindre cette année le seuil des adhésions nécessaire à l'entrée en vigueur de la convention.

La France propose d'accueillir la première réunion des parties, dès que ce sera chose faite.

Mesdames et messieurs vingt ans après le premier Sommet de la terre, la communauté internationale se retrouvera à Rio au mois de juin pour la conférence des Nations unies sur le développement durable.

Il est fondamental d'y donner au problème de l'eau toute la place qui lui revient. Et au fond, c'est l'un des grands enjeux de ce forum de Marseille que de préparer ce rendez-vous stratégique de Rio.

Les ambitions légitimes affichées en matière de développement durable ne se concrétiseront jamais si l'eau demeure le parent pauvre de la gouvernance internationale.

Et c'est pourquoi la France propose qu'une réflexion s'engage à Rio en vue de construire une initiative pour la gestion durable de la ressource en eau, sur le même modèle que l'initiative « Energie durable pour tous » qui a été lancée au début de cette année par le Secrétaire général des Nations unies.

Mesdames et Messieurs,

Les défis que nous avons encore à relever pour que l'accès à l'eau soit plus juste et plus durable sont évidemment très importants.

Mais je voudrais dire devant vous ce matin qu'il n'y a pas de fatalité.

Nous avons les moyens d'obtenir à brève échéance des progrès toujours plus concrets.

Et je crois que les succès des différents forums de l'eau qui se sont succédés montrent que la conscience de ces enjeux s'est largement développée au sein de la communauté internationale, et que la volonté de faire émerger des solutions durables est désormais bien ancrée.

Ce qui se dessine ici à travers votre réflexion et à travers votre action sur le thème de l'eau, c'est le basculement historique de nos sociétés d'un modèle de développement économiquement efficace mais destructeur de l'environnement, vers un modèle qui conjugue le développement économique, la juste répartition des richesses entre les régions du globe et en même temps la préservation des écosystèmes.

C'est au fond une nouvelle révolution industrielle qui est devant nous.

La première révolution industrielle était liée à la conquête du monde, à son exploitation et à sa domination par quelques puissances occidentales.

Cette nouvelle révolution industrielle elle aura pour enjeu la préservation de la planète, le bien-être des populations et l'équité entre les nations.

C'est un nouveau modèle de développement, un nouveau modèle de développement que nous devons bâtir ensemble, et pour le bâtir, la communauté internationale et chacun de nos Etats ont une part de responsabilité.

Mais je veux dire aussi ici devant ce Forum que tout ne viendra pas du sommet !

Les scientifiques, les techniciens doivent aussi concentrer toutes leur intelligence, tout leur savoir-faire. Nous ne devons pas renoncer à croire à la puissance du progrès technologique !

Nous devons aussi miser sur l'implication de nos concitoyens, sur les collectivités locales, sur les associations qui se sont emparées de ces sujets.

Chacun doit se sentir citoyen d'un monde dont il faut protéger et partager les ressources, et chacun peut, par ses gestes, par sa vigilance, influencer sur l'organisation d'un modèle de vie empreint de responsabilité.

A mes yeux, c'est bel et bien une nouvelle révolution industrielle, pas une révolution post ou anti-industrielle.

Parce qu'elle met en jeu des innovations techniques à grande échelle, parce qu'elle est porteuse d'activité, d'échanges commerciaux, parce qu'elle va irriguer des pans entiers de l'économie mondiale et de nos organisations sociales.

Des instances comme la vôtre sont très importantes pour accélérer cette transition nécessaire et pour la déployer de manière harmonieuse et concertée.

Nos efforts s'inscrivent bien sûr dans la longue durée et tout ne peut pas se faire en un seul Forum ; mais cette rencontre doit donner des résultats, cette rencontre doit être une étape cruciale.

Après Marseille, il y aura Rio, il y aura d'autres rendez-vous internationaux, il y aura le Forum de Daegu en 2015 – et je salue à cet égard la présence parmi nous du Premier ministre coréen.

La communauté internationale mesurera à cette occasion, dans trois ans, la portée des engagements que nous prendrons ici, au cours de cette semaine.

Mesdames et messieurs, la question de l'eau c'est une question que nous avons les moyens de résoudre.

C'est une question qui montre que nous devons évoluer vers un nouveau modèle de développement. Le modèle hérité de la Révolution industrielle montre ici ses limites et ses conséquences sur l'environnement.

La boussole de ce modèle, cette boussole qu'on appelle le « Produit intérieur brut » ne montre plus la bonne direction. Parce que c'est une boussole qui ignore le coût de la pollution, c'est

une boussole qui ignore la question du développement social. C'est une chance, c'est une chance d'être à ce moment du basculement de l'histoire de l'Humanité. A nous d'inventer la suite, à nous d'imaginer cette transition.

Les travaux de Joseph STIGLITZ et de Marianne AASEN ont ouvert cette voie. C'est le concept même du développement durable qui est aujourd'hui à l'ordre du jour de ce Forum de l'eau.